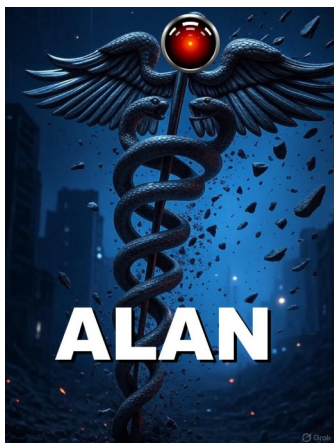


Été 2025 : spécial PRURIT ALAN, pour essayer de mieux comprendre notre futur de cyberpunks

Insomniaques: essayez le traitement par vidéo du Youtuber Bayrou!

EDITO : Bilan de 15 ans de dématérialisation



« La dématérialisation c'est l'avenir mon petit Antoine ! »

Ces mots historiques ont sans doute été prononcés dans un bureau spacieux (et climatisé) par un dirigeant quelconque et avec la force de conviction d'un vendeur d'élixir miraculeux.

Pensez donc, on allait pouvoir supprimer un tas de personnel et surtout devenir modernes, redevenir jeunes...

Et c'est ainsi que ces vieilles badernes on fait unilatéralement le choix de numériser NOS données, toutes nos données, sans jamais nous demander notre avis, sans jamais préserver les plus sensibles et sans la moindre peur.

Ils ne pouvaient pas avoir peur, il ne connaissaient rien à l'informatique et on leur avait vendu une sécurité à toute épreuve.

Pourtant, il ne fallait pas être devin pour comprendre qu'on braque plus facilement des données numériques que des dossiers papiers (ou des systèmes de stockage non connectés).

Qui par le passé avait assisté au vol de millions de données confidentielles ?

A l'époque on pouvait dérober un dossier, voir une dizaine... mais quel bandit, quelle agence de renseignement avait un jour rempli des centaines de semi-remorques avec des dossiers ultra-sécurisés et les avaient fait disparaître ; pour qu'on les retrouve ensuite en vente aux puces de Montreuil, au marché de Hong Kong et au bazar d'Istanbul ?

Jamais, il y avait une impossibilité physique qui garantissait la robustesse du système.

A présent ceux qui s'intéressent à l'actualité de la sécurité informatique savent que **toutes les données mises en ligne seront volées un jour ou l'autre et se retrouveront en vente sur le Darkweb (et ce n'est pas la RGPD qui y changera quoi que se soit).**

Donc, en plus de torturer les personnes souffrant d'illectronisme, la dématérialisation porte en elle la promesse du vol de nos données les plus précieuses.

Comment a-t-on pu faire accepter ça aux gens?

Il a fallu pour ça une conjuration des imbéciles de haut et bas niveau. Une impunité totale des décideurs qui voulaient faire des économies. Une cohorte de serveurs médiatiques qui n'informent pas (et sont tout aussi incompetents que les décideurs) et d'un public amorphe, sans conscience de l'énormité du pillage. Pôle Emploi s'est fait voler ses data ; 33 millions de Français se sont fait piquer leurs numéros de sécurité sociale... pas de réaction.

Pourtant, [plus les vols massifs ont lieu](#) et plus la vie des citoyens est bouleversée. Les utilisateurs voient leurs données être mises au service de scammers qui les appellent dix fois par jour, d'usurpateurs d'identité qui peuvent détruire des vies, de pillers de comptes, de sociétés opaques de marketing politique ou commercial, d'employeurs, d'assureurs, de banquiers etc.. Le virtuel attaque le réel.

Et voilà qu'à présent nos dirigeants ne se contentent plus de laisser faire le braquage, ils y participent.

Et c'est ainsi que les agents de la DGFIP ainsi que leurs données de santé ont été littéralement offerts par les réseaux de l'X (polytechnique) aux copains startuiseurs. Comme un Duc offrait des serfs à son copain Baron. Sans nous demander notre avis, comme d'habitude, nous, personnel captif représentant des millions d'euros de cotisations, avons été livrés pieds et poings liés à deux hurluberlus et à leur start-up : ALAN.

C'est le point de non retour de la corruption stato-financière. Et cela risque d'avoir des conséquences assez prévisibles à court terme...



La concentration de richesse en Europe :

Entre 2005 et 2019, la stratification de la richesse par classe sociale dans cinq pays européens (Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni) a montré que les classes supérieures ont accumulé 60 % de la richesse totale, avec une augmentation de 8 % pour les élites managériales, tandis que les classes ouvrières ont vu leur part diminuer de 5 %, aggravant la reproduction intergénérationnelle des inégalités.

[la dette contractée par les ménages est passée de 400 milliards d'euros en 2003 à 1 400 milliards d'euros à la fin 2021, soit une augmentation de 350%](#)

Les inégalités de santé en France sont corrélées à la classe sociale : les ouvriers ont une espérance de vie de 6 ans inférieure à celle des cadres en 2023. (source <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/>)

ALAN, LE MEILLEUR DES MONDES :



« Alan, la startup sans manager, sans négo salariale, sans réunions » *Les échos*, 6 juin 2019

Pourtant, sur cette photo, on les voit bien les managers (si, si les deux geeks à l'air satisfait entourés de jolies jeunes personnes)... Il prétendent « limiter les biais dans le recrutement ».

En effet, **c'est frappant ! Impossible de constater le moindre biais sur cette photo !**

C'est bouleversant d'absence de biais intergénérationnel, physique et racial. Un vrai petit lebensborn.

Si vous êtes jeunes, sportifs, blancs et beaux : rejoignez ALAN, nous bâtirons une mutuelle 3.0 pour 1000 ans! (avec des milliards d'argent public)

Pour ceux qui veulent en savoir plus, allez sur leurs [linkedin](#), un vrai petit tout à l'égo. Pas un seul employé de cette boîte qui ne semble possédé par une techno-bêtise crasse!

On peut ne pas
être 100 %
d'accord avec la
CGT,
Mais elle sera
toujours 100 % à
vos côtés

L'IA dans les services publics français, comme chez ALAN, a réduit de 10 % les emplois administratifs entre 2020 et 2025. Selon une étude du CEPIL, l'automatisation (ex. : remboursements automatisés d'ALAN) menace les emplois des classes populaires, tandis que les élites technologiques prospèrent, exacerbant les tensions de classe.

Source : Entretien avec Michel Aglietta, *La financiarisation de l'économie est un moteur des inégalités*, Observatoire des inégalités, 28 avril 2025, disponible sur www.inegalites.fr.

Récapitulons :

_ Abandon du mutualisme et de son histoire :

Petit récapitulatif général ici : <https://mutualistes.com/histoire-mutualisme-mouvement-social/>

Nous concernant, la mutuelle des impôts a été fondée en 1927, c'était la « caisse de secours de mutualité des comptables directs et agents du Trésor ».

" Trop long coco, trop ringard « Secours » et puis quoi encore, Ren-ta-bi-li-té qu'on te dit ! »

_ Des milliards pour les copains de l'X startupeurs :

Le réseau de l'X est souvent perçu comme un "État dans l'État", capable d'influencer les politiques publiques et les grandes entreprises. Par exemple, les polytechniciens dominent les conseils d'administration du CAC 40 (environ 20 % des PDG en 2020 étaient issus de l'X). Leur présence dans les ministères et les institutions européennes renforce cette influence. Elisabeth Borne ou Valéry Giscard d'Estaing illustrent leur influence dans la haute fonction publique. Et à présent ils ajoutent les milliards que rapportent leurs boîtes de « tech ».

_ Opacité totale du ministère :

Refus, contraire aux accords du 21 juin 2024, de fournir aux organisations syndicales les éléments permettant d'expliquer le choix d'ALAN et un rapport d'analyse complet justifiant ce choix.

_ Plus on a d'infos, plus on s'inquiète :

>>> Recours à l'IA démesuré:

ALAN, c'est la fin du réseau physique ; un employé pour environ 4 000 adhérents et le reste géré par IA.

Avec du grand n'importe comme Alan Mind, l'IA qui peut suggérer des sessions avec des thérapeutes en fonction du stress détecté dans les réponses des utilisateurs à des questionnaires anonymes.... Ou bien « clinique Alan » un chatbot qui discutera avec vous si vous avez besoin de consulter ou quelques moments de doute sur votre santé mentale...

L'IA d'ALAN exécute des tâches techniques (remboursements, détection de fraude), mais elle manque d'empathie et de compréhension contextuelle, essentielles dans la santé.

Par exemple, un agent stressé par une hospitalisation préférera parler à un humain pour des conseils personnalisés, surtout pour des cas complexes (ex. : maladie chronique).



*Ca vous chatouille ou
ça vous gratouille ?*

FICTION :

2026, Bercy, Paris.

Jojo, un agent du ministère de l'Économie de 52 ans, utilise l'appli ALAN pour gérer sa complémentaire santé. Jojo souffre d'hypertension artérielle. Un jour, après une consultation chez son cardiologue, il scanne son ordonnance pour un remboursement rapide en 48h « *plus vite que la Redoute* ».

L'IA d'ALAN traite bien la facture en 48h.

Mais Jojo, qui n'est pas très technophile, scanne l'ordonnance de travers. L'image est floue, et une indication clé "contre-indication pour les bêta-bloquants" est mal reconnu par l'IA.

Au lieu de pointer l'erreur et de demander une vérification humaine (ce que ferait un conseiller), l'IA "corrige" automatiquement en se basant sur des situations similaires dans sa base de données. Elle interprète l'ordonnance comme une prescription pour un nouveau médicament : un bêta-bloquant générique, au lieu du vrai traitement (un inhibiteur calcique).



Le chatbot d'ALAN, alimenté par l'IA maléfique, envoie une notification personnalisée à Jojo : "Bonjour Jojo ! Basé sur votre historique (hypertension), nous recommandons ce médicament générique pour optimiser vos coûts. Rendez-vous en pharmacie avec ce QR code pour un remboursement instantané." Jojo, confiant en l'IA (ALAN est "moderne et fiable", dit le chef vénéré de Jojo au ministère) ne vérifie pas avec son médecin. Il n'appelle pas le support humain d'ALAN, car l'appli n'insiste pas sur le contact humain pour les "cas simples" (économies, économies!).

En pharmacie, le code QR d'ALAN valide le remboursement, et Jojo repart avec le mauvais médicament.

Deux semaines plus tard, Jojo fait une réaction allergique grave (œdème, chute de tension, doublement du volume des oreilles). Hospitalisé en urgence, il rate un mois de travail, accumule des frais médicaux non couverts (car l'IA avait mal classé l'incident), et subit un stress post-traumatique car ses oreilles n'ont pas dégonflé.

>>> Amazon dans l'équation, ça fait peur :

Publication de la question au Journal Officiel du 3 juin 2025, page 4106

ALAN héberge donc ses données sur Amazon Web Services (AWS), le service cloud d'Amazon. Cette information provient d'une question parlementaire posée par le député Philippe Latombe en 2025, qui s'interroge sur le choix d'ALAN par des institutions publiques (comme l'Élysée, Matignon, et plusieurs ministères) pour leurs contrats de complémentaire santé, en raison de l'hébergement sur AWS.

L'utilisation d'AWS expose ALAN à **l'extraterritorialité du droit américain**, notamment via le Cloud Act, qui permet aux autorités américaines d'accéder aux données hébergées par des entreprises américaines, même si ces données sont stockées en Europe. **Cela pose un risque potentiel pour les données sensibles des assurés, notamment celles des agents publics français.**

L'utilisation d'AWS, au lieu d'un cloud souverain comme S3NS (Thales/Google) ou OVH, est un manque de cohérence avec les priorités de souveraineté numérique française, **surtout pour une mutuelle servant des institutions publiques.**

Les appels d'offres publics remportés par ALAN (Élysée, Matignon, ministère de l'Économie) **n'exigeaient pas l'utilisation d'un cloud certifié SecNumCloud**, la norme française la plus stricte pour la sécurité des données sensibles. Cela contraste avec d'autres acteurs, comme la mutuelle MGEN, qui migre vers S3NS (Thales/Google), en cours de certification SecNumCloud.

L'hébergement d'ALAN sur AWS (Francfort) **expose les données à l'extraterritorialité du droit américain (Cloud Act, FISA). Si ALAN reçoit des données RH du ministère (même limitées), elles pourraient théoriquement être accessibles par les autorités américaines y compris celles identifiées « secret défense ».**

FICTION :

1. Une réunion secrète à Seattle voit le PDG d'ALAN, Jean-Charles Samuelian, négocier avec Jeff Bezos himself via AWS. Bezos propose un prêt de 200 M€ contre un accès partiel aux données anonymisées des assurés pour son service Amazone Care...

2. Les données RH transmises à ALAN (ex. : noms, cotisations via RenoïRH) pourraient être compromises si les protocoles de sécurité (API, SFTP) sont relâchés.

Ex : Un hacker baptisé "Nikt0o" revend les données sur le dark web, incluant les ordonnances des hauts fonctionnaires de Bercy, on apprend que le Ministre se fait prescrire des doses impressionnantes de Lamaline en suppositoire....

3. Une enquête de Mediapart révèle que le numéro 6 d'ALAN, chargé du *happinness community business building sur LinkedIn* a vendu des "données agrégées" à une startup d'IA santé, qui recroise les données avec des bases RH publiques, identifiant les agents.

4. AWS, voyant ALAN en difficulté, propose de racheter ses actifs numériques pour une bouchée de pain, intégrant les données dans son écosystème. Heroku, sous pression de Salesforce, coupe ses services si ALAN ne paye pas ses factures.

Dénouement : les contribuables renflouent Alan après la suppression d'un jour férié...

Que faire ?

Nous devons impérativement exiger qu'Alan **documente les flux de données entre RenoïRH et son système** (ex. : types de données, fréquence, protocoles).

Publie un rapport transparent sur les partenaires techniques et **les mesures contre l'extraction des données.**

De plus, si ALAN faisait face à une crise financière il pourrait y avoir :

Une baisse des standards de sécurité (ex. : sous-traitance, réduction des audits) qui pourrait exposer les données transmises par le ministère.

La dépendance à AWS aggraverait les risques en cas de vente ou de partenariat avec un géant de la tech .

En conclusion :

Il est probable que le choix de cette boîte de copains soit une bombe à retardement du point de vu de la gestion des RH (miam miam les jeunes privés de syndicat), de la sécurité des données, des usagers et enfin du gâchis d'argent public si la startup 3.0 s'effondrait.

